

Notre motion de censure : **C'EST LA GRÈVE GÉNÉRALE**

Macron voulant faire passer en force sa loi sur les retraites, a dû brandir son 49.3, faute d'avoir obtenu un vote favorable au Parlement, et il s'est pris les pieds dans le tapis ! Car même une partie des députés de droite n'ont pas osé voter la réforme de peur que leurs propres électeurs ne le leur pardonnent pas. C'est un premier succès de plus de deux mois de nos manifestations et grèves.

Un cap est franchi et une situation de crise sociale et politique s'ouvre pour Macron et ses amis du patronat. Ce 49.3 est révoltant, mais c'est surtout un aveu de faiblesse de Macron et Borne qui y ont été acculés, et il n'a fait que relancer les manifestations et les grèves : d'éboueurs, de cheminots, d'électriciens, de travailleurs des raffineries. Le gouvernement commence à craindre que les pompes soient à sec !

Violence sociale et policière, même tonneau macroniste et patronal !

Le 49.3 n'a fait qu'amplifier la colère. Dès jeudi, des manifestants affluaient par milliers place de la Concorde à Paris, y revenaient le lendemain, et sur d'autres places le surlendemain. Même surgissement spontané dans toutes les villes du pays.

Les représentants du gouvernement ont aussitôt crié aux « violences », parce que des manifestants sont venus siffler aux oreilles de députés macronistes ou républicains sous leurs fenêtres. Et la police aux ordres a réprimé, procédé à des centaines d'arrestations et gardes à vue – dont de militants syndicaux et politiques bien ciblés ! La violence est du côté d'un pouvoir et d'un patronat qui veulent nous faire crever au boulot, qui annoncent vouloir réquisitionner des grévistes ; elle est celle des forces de l'ordre qui arrosent de gaz lacrymogène, voire utilisent les canons à eau contre les cortèges spontanés de manifestants, dont d'étudiants qui vont à la rencontre d'éboueurs en grève.

Contre cette violence, la colère est générale.

Les éteignoirs institutionnels

Au palais Bourbon, Macron n'a finalement pas été censuré. On ne pouvait pas attendre autre chose de

députés dont beaucoup se sont intérieurement réjouis d'un 49.3 qui leur évitait de se mouiller ! Mais la motion de censure reste bel et bien là, dans nos manifestations et nos grèves qui vont s'amplifier cette semaine, et ont commencé à le faire avec les manifestations de ce week-end, avec les nouvelles grèves paralysant depuis ce lundi les raffineries, Gonfreville et Lavera après celle de Donges en grève depuis plusieurs jours. Dans chacun de nos secteurs, maintenir les grèves reconductibles et y gagner de nouveaux grévistes, les coordonner sont à l'ordre du jour pour aller vers une grève générale.

Certains députés cherchent des replâtrages : un changement de Premier ministre et un gouvernement qui permettrait aux uns ou aux autres d'y glaner quelques postes ? Une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections dont le RN espère davantage de députés ? N'oublions pas que le parti de Marine Le Pen est contre l'augmentation du smic et n'a parlé de retraite à 60 ans qu'avec des pensions amputées. Et il propose déjà aux Républicains de partager les circonscriptions en cas de nouvelle élection, pour se partager les postes, voire gouverner ensemble. D'autres, à gauche, parlent d'un référendum à la Saint-Glinglin. Mais le référendum n'a-t-il pas déjà eu lieu, depuis deux mois, dans la rue ?

Ce qu'un gouvernement veut faire, nous allons le défaire !

Non, nous n'abandonnerons pas nos armes de la grève et des manifestations. C'est maintenant que ça se passe, dans les usines, les transports, les bureaux, et toutes et tous ensemble dans la rue. La journée nationale à laquelle appellent les syndicats jeudi prochain 23 mars doit dépasser en force et détermination les précédentes. Elle doit surtout sonner le début d'un blocage du pays par la grève générale. L'enjeu est de taille, le succès est palpable pour arracher non seulement le retrait pur et simple de la réforme des retraites, mais un rapport de force qui va contraindre Macron et ses amis patrons au cul cousu d'or, à céder aussi sur les salaires, les indemnités de chômage, les conditions de travail, la dégradation des services publics, sur les conséquences dramatiques de leur système d'exploitation capitaliste qui est à mettre à la poubelle.

Jeudi 23 mars, tous en grève et dans la rue

La valse hypocrite des députés n'a pas accouché de la motion de censure au gouvernement. Et pour cause : ils sont plus préoccupés par leur prochaine réélection que par nos conditions de vie et notre avenir.

Ce sont les classes populaires, les travailleurs en grève, les jeunes en manifestation qui les bousculent et montrent la voie depuis des semaines. Alors finissons ce que nous avons commencé : obligeons Borne et Macron à retirer leur loi ! Rejoignons les éboueurs, les électriciens, les enseignants, les cheminots. C'est la seule voie pour les faire reculer.

Il faut que ça pète sur les salaires

La Poste a annoncé des augmentations de salaire pour les collègues contractuels de 3 %, 2 % ou 1,5 % selon les catégories. Et rien pour les fonctionnaires ? Ah si ! Pour les hauts cadres !

La hausse annoncée est moitié moins que l'inflation officielle de 6 %, qui déjà ne reflète pas nos vraies dépenses. Concrètement nous allons encore nous appauvrir.

À moins de faire grève comme les postiers allemands !

Bien peu face à l'inflation

La Poste annonce aussi des saupoudrages d'augmentations des indemnités transport, collation, restauration...

Toujours ça de pris, mais ces sommes ne comptent pas comme du salaire et ça ne revient pas cher aux patrons, puisque ça ne les oblige pas à verser dans les caisses de retraite et de sécu.

Es lebe der Streik !

En Allemagne, les grèves se multiplient pour des augmentations de salaires depuis le début d'année.

Face à la menace de grève illimitée et massive à la poste, la direction a dû céder une prime de 3 000 euros étalée sur 15 mois, relayée par une hausse des salaires de 340 euros à partir d'avril 2024.

D'autres secteurs continuent la lutte, à l'exemple des fonctionnaires ou encore des transports, qui prévoient une journée de grève le 27 mars dans les trains, avions, bus et sociétés d'autoroute.

« Vive la grève ! », cela se dit dans toutes les langues. C'est l'arme des travailleurs du monde entier.

On se poussera pas pour des canettes

Suite à un contrat avec Coca Cola, la direction cherche de la place sur le plateau 20 et demande aux collègues d'enlever leurs tables de travail. Et puis quoi encore ?

Argent magique : le retour

Depuis la faillite d'une grande banque américaine, la Silicon Valley Bank, suivie de peu par la deuxième banque helvétique, le Crédit suisse, c'est la panique dans la finance mondiale. Il n'en a pas fallu plus pour que les gouvernements oublient les promesses faites la main sur le cœur après 2008 de ne plus utiliser l'argent public pour voler au secours des banques. Les États américain et suisse ont mis plusieurs milliards de dollars sur la table pour garantir les dépôts de leurs riches clients.

De leur côté, les banques centrales promettent de baisser les taux d'intérêts si besoin, quitte à laisser filer l'inflation. Loin de se préoccuper du pouvoir d'achat des classes populaires, la banque centrale européenne et ses homologues n'ont au cœur que la préservation des rentes financières.

Pour les retraites et les services publics, par contre, il n'y a plus d'argent...

Les Saadé font la loi, les profits s'entassent

Après quasiment 18 milliards de dollars de profits en 2021, l'armateur CMA-CGM, dont la famille Saadé est la principale actionnaire, a engrangé pas loin de 25 milliards l'an dernier.

Et pour ne rien gâcher, on apprend qu'ils bénéficient d'une niche fiscale qui réduit drastiquement les impôts de tous les transporteurs français, d'un total de quatre milliards d'euros pour 2022.

Bardella au service du patronat

Le RN fait semblant de défendre les classes populaires, mais quand il s'agit de la colère légitime des manifestants qui se sont rassemblés après l'application du 49.3, il dénonce un « chaos ». Ni les grèves ni les manifestations qui ébranlent depuis des semaines le pouvoir en place ne sont sa tasse de thé, le parti d'extrême droite préfère la mascarade parlementaire qui ne met pas en danger les profits des capitalistes.

Avec Bardella, ces profits seront bien gardés : il est contre l'augmentation du Smic. Et pas question pour lui d'aller chercher dans les poches des patrons et des actionnaires milliardaires de quoi augmenter les salaires.

Tout ce que son parti propose, c'est de verser moins dans les caisses sociales, dont celles des retraites ! Bref, prendre dans la poche droite des travailleurs de quoi remplir leur poche gauche...

Musk au secours de Macron

Si certains doutaient encore que le patronat souhaite cette réforme des retraites, Elon Musk, le patron de Tesla se permet de twitter : « L'âge de la retraite en France est trop bas. C'est un vrai problème. » Mais le vrai problème c'est que pour l'instant ce sont ces milliardaires qui nous exploitent qui décident de nos vies.